

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION  
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN  
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

**REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST**

**SERVICE PUBLIC DE WALLONIE**

[2017/202144]

**23 MARS 2017. — Décret insérant des dispositions relatives à l'aide alimentaire  
dans le Code wallon de l'Action sociale et de la Santé (1)**

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent décret règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128 de celle-ci.

**Art. 2.** Dans la deuxième partie, livre I<sup>er</sup>, du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé, l'intitulé du titre 1<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit :

« Services d'insertion sociale, aide alimentaire et relais sociaux ».

**Art. 3.** Dans l'article 48, 3<sup>o</sup>, du même Code, les mots « aux articles 56 et 61 » sont remplacés par les mots « aux articles 56, 56/7, 56/13 et 61 ».

**Art. 4.** Dans la deuxième partie, livre I<sup>er</sup>, titre 1<sup>er</sup>, du même Code, il est inséré un chapitre II/1 intitulé « Epicerie sociales et restaurants sociaux ».

**Art. 5.** Dans le chapitre II/1 inséré par l'article 4, il est inséré une section 1<sup>ère</sup> intitulée « Agrément ».

**Art. 6.** Dans la section 1<sup>ère</sup> insérée par l'article 5, il est inséré une sous-section 1<sup>ère</sup> intitulée « Conditions ».

**Art. 7.** Dans la sous-section 1<sup>ère</sup> insérée par l'article 6, il est inséré un article 56/1 rédigé comme suit :

« Art. 56/1. Le Gouvernement agréé, sous l'appellation « épicerie sociale », toute association ou institution accomplissant les actions visées à l'article 48, 1<sup>o</sup>, et menées cumulativement par le biais :

1<sup>o</sup> de la création et de la gestion de lieux de vente de produits d'alimentation et de première nécessité à des prix inférieurs aux prix pratiqués par la grande distribution;

2<sup>o</sup> d'un accompagnement social soit en interne soit via une convention de partenariat;

3<sup>o</sup> d'informations en matière sociale à destination des personnes visées à l'article 49. ».

**Art. 8.** Dans la sous-section 1<sup>ère</sup> insérée par l'article 6, il est inséré un article 56/2 rédigé comme suit :

« Art. 56/2. Le Gouvernement agréé, sous l'appellation « restaurant social », toute association ou institution accomplissant les actions visées à l'article 48, 1<sup>o</sup>, et menées cumulativement par le biais :

1<sup>o</sup> de la gestion de lieu de distribution de repas préparés ou cuisinés à coût réduit ou gratuits;

2<sup>o</sup> d'un accompagnement social soit en interne soit via une convention de partenariat;

3<sup>o</sup> d'informations en matière sociale à destination des personnes visées à l'article 49. ».

**Art. 9.** Dans la sous-section 1<sup>ère</sup> insérée par l'article 6, il est inséré un article 56/3 rédigé comme suit :

« Art. 56/3. § 1<sup>er</sup>. Toute association ou institution doit, pour être agréée en qualité d'épicerie sociale ou de restaurant social, répondre aux conditions suivantes :

1<sup>o</sup> être créée ou être organisée par une association sans but lucratif, une fondation d'utilité publique, une commune, un centre public d'action sociale ou une association visée au chapitre XII de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale;

2<sup>o</sup> avoir le ou les sièges de ses activités en région de langue française;

3<sup>o</sup> accomplir de manière régulière des actions d'accompagnement social soit en interne soit via une convention de partenariat;

4<sup>o</sup> s'adresser principalement aux personnes visées à l'article 49;

5<sup>o</sup> établir des collaborations avec les services et institutions nécessaires à l'accomplissement de ses missions via des conventions de partenariat;

6<sup>o</sup> s'engager à informer tout bénéficiaire des dispositifs existant en matière d'insertion socioprofessionnelle, d'insertion sociale et de médiation de dettes;

7<sup>o</sup> s'engager à former les travailleurs et les bénévoles dans une optique d'accueil des personnes visées à l'article 49;

8<sup>o</sup> s'engager à informer l'administration de toute modification intervenue dans ses statuts ainsi que dans la composition, les fonctions ou le statut du personnel accomplissant les actions d'accompagnement social;

9<sup>o</sup> établir un règlement d'ordre intérieur mentionnant notamment les conditions d'accès;

10<sup>o</sup> favoriser une alimentation saine et équilibrée et les produits de qualité, dans le respect du décret du 6 novembre 2008 relatif à la lutte contre certaines formes de discrimination;

11<sup>o</sup> limiter le gaspillage, notamment alimentaire et limiter l'utilisation de matériaux d'emballage.

Concernant le 5<sup>o</sup>, le Gouvernement fixe les dispositions minimales des conventions de partenariat.

Concernant le 7<sup>o</sup>, le Gouvernement fixe les modalités des formations.

§ 2. Le Gouvernement fixe les normes minimales relatives aux locaux et à leur ouverture au public.

§ 3. Le Gouvernement définit une programmation relative à l'octroi des agréments en respectant une répartition territoriale équilibrée des épicerie sociales et des restaurants sociaux. Le Gouvernement établit une classification des épicerie sociales et des restaurants sociaux en considérant notamment les indicateurs socio-économiques du lieu d'implantation de l'organisation, l'horaire d'ouverture hebdomadaire, le nombre de bénéficiaires et le volume d'activités. ».

**Art. 10.** Dans la section 1<sup>ère</sup> insérée par l'article 5, il est inséré une sous-section 2 intitulée « Procédure ».

**Art. 11.** Dans la sous-section 2 insérée par l'article 10, il est inséré un article 56/4 rédigé comme suit :

« Art. 56/4. La demande d'agrément est adressée au Gouvernement par pli recommandé ou par tout autre moyen conférant date certaine à l'envoi.

Le Gouvernement détermine le contenu du dossier de demande d'agrément. Ce dossier comporte au minimum :

- 1° la description des tâches assumées par le demandeur;
- 2° les statuts du demandeur;
- 3° la composition des organes d'administration et la liste du personnel en ce compris les éventuels bénévoles;
- 4° un projet décrivant le dispositif mis en œuvre dans le cadre de sa mission d'épicerie sociale ou de restaurant social;
- 5° l'horaire d'ouverture hebdomadaire, le nombre de bénéficiaires et le chiffre d'affaire. Ces données sont relatives à la dernière année civile disponible. ».

**Art. 12.** Dans la sous-section 2 insérée par l'article 10, il est inséré un article 56/5 rédigé comme suit :

« Art. 56/5. L'agrément est accordé pour une durée indéterminée.

L'agrément peut être retiré pour cause d'inobservation des dispositions du présent titre ou des dispositions fixées en vertu de celui-ci.

Si une épicerie sociale ou un restaurant social a vu sa demande d'agrément refusée ou son agrément retiré pour cause d'inobservation des dispositions du présent titre ou des dispositions fixées en vertu de celui-ci, il ne peut introduire une nouvelle demande d'agrément pendant l'année suivant la décision de refus ou de retrait d'agrément. ».

**Art. 13.** Dans la sous-section 2 insérée par l'article 10, il est inséré un article 56/6 rédigé comme suit :

« Art. 56/6. Le Gouvernement fixe la procédure d'octroi et de retrait de l'agrément. ».

**Art. 14.** Dans le chapitre II/1 inséré par l'article 4, il est inséré une section 2 intitulée « Subventionnement ».

**Art. 15.** Dans la section 2 insérée par l'article 14, il est inséré un article 56/7 rédigé comme suit :

« Art. 56/7. Dans les limites des crédits budgétaires, et selon les critères et modalités qu'il détermine, le Gouvernement octroie aux épiceries sociales agréées et aux restaurants sociaux agréés des subventions forfaitaires destinées à couvrir des frais de personnel, des frais de fonctionnement, hors frais d'achat des marchandises, ainsi que des frais de formation ou d'intervision du personnel.

Ces subventions sont déterminées en fonction de la classification prévue à l'article 56/3, § 3.

Le Gouvernement fixe les modalités, les montants, le mode de calcul de l'indexation éventuelle et les conditions d'octroi et de justification de ces subventions. ».

**Art. 16.** Dans la deuxième partie, livre 1<sup>er</sup>, titre 1<sup>er</sup>, du même Code, il est inséré un chapitre II/2 intitulé « Organisme wallon de concertation de l'aide alimentaire ».

**Art. 17.** Dans le chapitre II/2 inséré par l'article 16, il est inséré une section 1<sup>ère</sup> intitulée « Agrément ».

**Art. 18.** Dans la section 1<sup>ère</sup> insérée par l'article 17, il est inséré une sous-section 1<sup>ère</sup> intitulée « Conditions ».

**Art. 19.** Dans la sous-section 1<sup>ère</sup> insérée par l'article 18, il est inséré un article 56/8 rédigé comme suit :

« Art. 56/8. Le Gouvernement agréé un organisme wallon de concertation de l'aide alimentaire. Cet organisme informe le secteur de l'aide alimentaire, l'accompagne et organise des formations et soutient, sur le territoire de la région de langue française, les projets relevant du présent chapitre.

L'organisme visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> :

- 1° dresse un état des lieux annuel de l'aide alimentaire en région de langue française;
- 2° collabore avec les coordinations locales de l'aide alimentaire et les autres acteurs de l'aide alimentaire ne relevant pas du présent chapitre;
- 3° favorise les partenariats entre les épiceries sociales et les restaurants sociaux et les autres acteurs de l'aide alimentaire dont les plateformes d'achats solidaires;
- 4° favorise l'approvisionnement en produits de qualité et durables au sein des épiceries sociales et des restaurants sociaux. ».

**Art. 20.** Dans la sous-section 1<sup>ère</sup> insérée par l'article 18, il est inséré un article 56/9 rédigé comme suit :

« Art. 56/9. L'organisme wallon de concertation de l'aide alimentaire répond aux conditions suivantes :

1° être créé ou être organisé par une association sans but lucratif, une fondation d'utilité publique, un centre public d'action sociale ou une association visée au chapitre XII de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale;

2° établir des collaborations avec les épiceries sociales et restaurants sociaux agréés;

3° disposer d'une équipe dont la composition minimale est fixée par le Gouvernement;

4° compter d'au moins trois ans d'activités dans le cadre de la concertation de l'aide alimentaire. ».

**Art. 21.** Dans la section 1<sup>ère</sup> insérée par l'article 17, il est inséré une sous-section 2 intitulée « Procédure ».

**Art. 22.** Dans la sous-section 2 insérée par l'article 21, il est inséré un article 56/10 rédigé comme suit :

« Art. 56/10. La demande d'agrément est introduite auprès du Gouvernement par envoi recommandé ou par tout autre moyen conférant date certaine à l'envoi.

Le Gouvernement détermine le contenu du dossier de demande d'agrément.

En cas de plusieurs candidatures, celles-ci sont départagées en fonction de la couverture géographique des collaborations menées telles que prévues à l'article 56/9, 2° ».

**Art. 23.** Dans la sous-section 2 insérée par l'article 21, il est inséré un article 56/11 rédigé comme suit :

« Art. 56/11. L'agrément est accordé pour une durée indéterminée.

L'agrément peut être retiré pour cause d'inobservation des dispositions du présent titre ou des dispositions fixées en vertu de celui-ci.

Si un organisme de concertation alimentaire a vu sa demande d'agrément refusée ou son agrément retiré pour cause d'inobservation des dispositions du présent titre ou des dispositions fixées en vertu de celui-ci, il ne peut introduire une nouvelle demande d'agrément pendant l'année suivant la décision de refus ou de retrait d'agrément. ».

**Art. 24.** Dans la sous-section 2 insérée par l'article 21, il est inséré un article 56/12 rédigé comme suit :

« Art. 56/12. Le Gouvernement fixe la procédure d'octroi et de retrait de l'agrément. ».

**Art. 25.** Dans le chapitre II/2 inséré par l'article 16, il est inséré une section 2 intitulée « Subventionnement ».

**Art. 26.** Dans la section 2 insérée par l'article 25, il est inséré un article 56/13 rédigé comme suit :

« Art. 56/13. Dans la limite des crédits budgétaires disponibles, le Gouvernement accorde une subvention annuelle à l'organisme wallon de concertation de l'aide alimentaire.

La subvention visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> est fonction de la composition de l'équipe définie par le point 3 de l'article 56/9. Elle couvre :

- 1° les frais de personnel;
- 2° les frais de fonctionnement.

Le Gouvernement fixe les modalités, les montants, le mode de calcul de l'indexation éventuelle et les conditions d'octroi et de justification de la subvention. ».

**Art. 27.** Le présent décret entre en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2017.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 23 mars 2017.

Le Ministre-Président,  
P. MAGNETTE

Le Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine,  
M. PREVOT

Le Ministre de l'Economie, de l'Industrie, de l'Innovation et du Numérique,  
J.-Cl. MARCOURT

La Ministre de l'Emploi et de la Formation,  
E. TILLIEUX

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire, de la Mobilité  
et des Transports et du Bien-être animal,  
C. DI ANTONIO

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique, de la Simplification administrative et de l'Energie,  
C. LACROIX

Le Ministre des Pouvoirs locaux, de la Ville et du Logement,  
P.-Y. DERMAGNE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Ruralité, du Tourisme et des Aéroports,  
délégué à la Représentation à la Grande Région,  
R. COLLIN

—————  
Note

(1) Session 2016-2017.

Documents du Parlement wallon, 743(2016-2017) N<sup>os</sup> 1 à 10.

Compte rendu intégral, séance plénière du 22 mars 2017.

Discussion.

Vote.

—————  
VERTALING

#### WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2017/202144]

#### 23 MAART 2017. — Decreet tot invoeging van bepalingen betreffende de voedselhulp in het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** Dit decreet regelt een in artikel 128 van de Grondwet bedoelde aangelegenheid, overeenkomstig artikel 138 ervan.

**Art. 2.** In Deel II, Boek I, van het Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid, wordt het opschrift van titel I vervangen als volgt :

"Diensten voor sociale insluiting, voedselhulp en sociale contactpunten".

**Art. 3.** In artikel 48, 3°, van hetzelfde Wetboek worden de woorden "in de artikelen 56 en 61" vervangen door de woorden "in de artikelen 56, 56/7, 56/13 en 61".

**Art. 4.** In Deel II, Boek I, Titel I, van hetzelfde Wetboek wordt een hoofdstuk II/1 ingevoegd, met als opschrift : "Sociale kruideniers en sociale restaurants".

**Art. 5.** In hoofdstuk II/1, ingevoegd bij artikel 4, wordt een afdeling 1 ingevoegd, met als opschrift "Erkenning".

**Art. 6.** In afdeling 1, ingevoegd bij artikel 5, wordt een onderafdeling 1 ingevoegd, met als opschrift "Voorwaarden".

**Art. 7.** In onderafdeling 1, ingevoegd bij artikel 6, wordt een artikel 56/1 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 56/1. De Regering erkent onder de benaming "sociale kruidenier" elke vereniging of instelling die de collectieve of gemeenschappelijke acties bedoeld in artikel 48, 1°, samengevoegd tot stand brengt via :

1° de oprichting en het beheer van verkooppaatsen voor voedselproducten en noodhulpproducten tegen prijzen die lager zijn dan degene die door de grote distributie worden toegepast;

2° een sociale begeleiding, ofwel intern, ofwel via een partnerschapsovereenkomst;

3° informatie op sociaal gebied ter bestemming van de in artikel 49 bedoelde personen."

**Art. 8.** In onderafdeling 1, ingevoegd bij artikel 6, wordt een artikel 56/2 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 56/2. De Regering erkent onder de benaming "sociaal restaurant" elke vereniging of instelling die de collectieve of gemeenschappelijke acties bedoeld in artikel 48, 1°, samengevoegd tot stand brengt via :

1° het beheer van een plaats voor de verdeling van de bereide of kant- en klare maaltijden tegen lagere kosten of gratis;

2° een sociale begeleiding, ofwel intern, ofwel via een partnerschapsovereenkomst;

3° informatie op sociaal gebied ter bestemming van de in artikel 49 bedoelde personen.”.

**Art. 9.** In onderafdeling 1, ingevoegd bij artikel 6, wordt een artikel 56/3 ingevoegd, luidend als volgt :

“Art. 56/3. § 1. Elke vereniging of instelling dient, om erkend te worden als sociale kruidenier of als sociaal restaurant, de volgende voorwaarden na te komen :

1° opgericht of georganiseerd worden door een vereniging zonder winstoogmerk, een stichting van openbaar nut, een gemeente, een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn of een vereniging bedoeld in hoofdstuk XII van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn;

2° haar activiteitenzetel(s) in het Franse taalgebied hebben;

3° sociale begeleidingsacties, ofwel intern, ofwel via een partnerschapsovereenkomst, regelmatig uitvoeren;

4° zich hoofdzakelijk richten tot de personen bedoeld in artikel 49;

5° samenwerkingsverbanden via partnerschapsovereenkomsten tot stand brengen met de diensten en instellingen die noodzakelijk zijn voor de volbrenging van haar opdrachten;

6° zich ertoe verbinden elke begunstigde in te lichten over de bestaande regelingen inzake socio-professionele inschakeling, sociale insluiting en schuldbemiddeling;

7° zich ertoe verbinden de werknemers en vrijwilligers te vormen met het oog op de opvang van de personen bedoeld in artikel 49;

8° zich ertoe verbinden het bestuur in te lichten over elke wijziging in het statuut en in de samenstelling van het personeel, in de functies of het statuut van het personeel dat de acties voor de sociale begeleiding onderneemt;

9° een huishoudelijk reglement opmaken waarin met name de toegangsvoorwaarden worden vermeld;

10° een gezonde en evenwichtige voeding en kwaliteitsproducten bevorderen met inachtneming van het decreet van 6 november 2008 betreffende de bestrijding van bepaalde vormen van discriminatie;

11° de verspilling, en met name de voedselverspilling, en het gebruik van verpakkingsmaterialen beperken.

Wat punt 5° betreft, bepaalt de Regering de minimale bepalingen van de partnerschapsovereenkomsten.

Wat punt 7° betreft, bepaalt de Regering de modaliteiten van de opleidingen.

§ 2. De Regering stelt de minimale normen vast m.b.t. de lokalen en de openingsuren ervan voor het publiek.

§ 3. De Regering bepaalt een programmering betreffende de toekenning van de erkenningen met inachtneming van een evenwichtige territoriale verdeling van de sociale kruideniers en de sociale restaurants. De Regering stelt een indeling van de sociale kruideniers en de sociale restaurants vast met inachtneming van met name de sociaal-economische indicatoren van de vestigingsplaats van de organisatie, de wekelijkse openingstijden, het aantal begunstigden en de hoeveelheid activiteiten.”.

**Art. 10.** In afdeling 1, ingevoegd bij artikel 5, wordt een onderafdeling 2 ingevoegd, met als opschrift “Procedure”.

**Art. 11.** In onderafdeling 2, ingevoegd bij artikel 10, wordt een artikel 56/4 ingevoegd, luidend als volgt :

“Art. 56/4. De erkenningsaanvraag wordt aan de Regering gericht bij ter post aangetekend schrijven of op elke wijze waarop een vaststaande datum aan de zending wordt verleend.

De Regering bepaalt de inhoud van het dossier m.b.t. de erkenningsaanvraag. Dit dossier bevat op zijn minst :

1° de taakomschrijving van de aanvrager;

2° de statuten van de aanvrager;

3° de samenstelling van de bestuursorganen en de lijst van het personeel, met inbegrip van de eventuele vrijwilligers;

4° een project waarin de activiteiten uitgevoerd in het kader van haar opdracht van sociale kruidenier of sociaal restaurant worden omschreven;

5° de wekelijkse openingsuren, het aantal begunstigden en de omzet. Die gegevens hebben betrekking op het laatste beschikbare kalenderjaar. ».

**Art. 12.** In onderafdeling 2, ingevoegd bij artikel 10, wordt een artikel 56/5 ingevoegd, luidend als volgt :

“Art. 56/5. De erkenning wordt voor een onbepaalde duur verleend.

De erkenning kan worden ingetrokken wanneer de bepalingen van deze titel of de bepalingen die krachtens deze titel worden uitgevaardigd, niet in acht worden genomen.

Indien de erkenningsaanvraag van een sociale kruidenier of een sociaal restaurant ingetrokken is wegens niet-inachtneming van de bepalingen van deze titel of de bepalingen die krachtens deze titel worden uitgevaardigd, mag de sociale kruidenier of het sociale restaurant geen nieuwe aanvraag indienen tijdens het jaar volgend op de beslissing tot weigering of tot intrekking van de erkenning.”.

**Art. 13.** In onderafdeling 2, ingevoegd bij artikel 10, wordt een artikel 56/6 ingevoegd, luidend als volgt :

“Art. 56/6. De Regering bepaalt de procedure tot toekenning en tot intrekking van de erkenning.”.

**Art. 14.** In hoofdstuk II/1, ingevoegd bij artikel 4, wordt een afdeling 2 ingevoegd, met als opschrift “Subsidiëring”.

**Art. 15.** In afdeling 2, ingevoegd bij artikel 14, wordt een artikel 56/7 ingevoegd, luidend als volgt :

“Art. 56/7. Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten en volgens de modaliteiten die zij bepaalt, verleent de Regering de erkende sociale kruideniers en de erkende sociale restaurants forfaitaire subsidies ter dekking van personeelskosten, werkingskosten, met uitzondering van de kosten voor de aankoop van goederen, alsook de kosten voor de opleiding of de intervisie van het personeel.

Deze subsidies worden naar gelang van de indeling bedoeld in artikel 56/3, § 3, bepaald.

De Regering stelt de modaliteiten, bedragen, de berekeningswijze van de eventuele indexering en de toekenningsrechtvaardigingsvoorwaarden voor deze subsidies vast.”.

**Art. 16.** In Deel II, Boek I, Titel I, van hetzelfde Wetboek, wordt een hoofdstuk II/2 ingevoegd, met als opschrift : “Organisme wallon de concertation de l’aide alimentaire (Waalse Overleginstelling voor de Voedselhulp)”.

**Art. 17.** In hoofdstuk II/2, ingevoegd bij artikel 16, wordt een afdeling 1 ingevoegd, met als opschrift “Erkenning”.

**Art. 18.** In afdeling 1, ingevoegd bij artikel 17, wordt een onderafdeling 1 ingevoegd, met als opschrift “Voorwaarden”.

**Art. 19.** In onderafdeling 1, ingevoegd bij artikel 18, wordt een artikel 56/8 ingevoegd, luidend als volgt :

“Art. 56/8. De Regering erkent een “organisme wallon de concertation de l’aide alimentaire”. Deze instelling informeert en begeleidt de sector van de voedselhulp, organiseert opleidingen en ondersteunt op het Franse taalgebied de projecten die onder dit hoofdstuk vallen.

De in het eerste lid bedoelde instelling :

- 1° maakt een jaarlijkse balans op van de voedselhulp in het Franse taalgebied;
- 2° werkt samen met de plaatselijke coördinaties inzake voedselhulp en de andere sectoren van de voedselhulp die niet onder dit hoofdstuk vallen;
- 3° bevordert de partnerschappen tussen de sociale kruideniers en de sociale restaurants en de andere sectoren van de voedselhulp waaronder de platformen voor solidaire aankopen;
- 4° bevordert de voorziening in kwaliteitsvolle en duurzame producten binnen de sociale kruideniers en de sociale restaurants.”

**Art. 20.** In onderafdeling 1, ingevoegd bij artikel 18, wordt een artikel 56/9 ingevoegd, luidend als volgt :

”Art. 56/9. De ”organisme wallon de concertation de l’aide alimentaire” voldoet aan de volgende voorwaarden :

- 1° opgericht of georganiseerd worden door een vereniging zonder winstoogmerk, een stichting van openbaar nut, een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn of een vereniging bedoeld in hoofdstuk XII van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn;
- 2° samenwerkingsverbanden tot stand brengen met de erkende sociale kruideniers en restaurants;
- 3° over een ploeg beschikken waarvan de minimale samenstelling door de Regering wordt bepaald;
- 4° ten minste drie jaar tellen van activiteiten betreffende het overleg van de voedselhulp.”

**Art. 21.** In afdeling 1, ingevoegd bij artikel 17, wordt een onderafdeling 2 ingevoegd, met als opschrift ”Procedure”.

**Art. 22.** In onderafdeling 2, ingevoegd bij artikel 21, wordt een artikel 56/10 ingevoegd, luidend als volgt :

”Art. 56/10. De erkenningsaanvraag wordt bij aangetekend schrijven of door elk middel dat vaste datum aan de verzending verleent, bij de Regering ingediend.

De Regering bepaalt de inhoud van het dossier m.b.t. de erkenningsaanvraag.

In geval van verschillende kandidaturen worden ze gekozen op grond van de geografische dekking van de geoorde samenwerkingsverbanden zoals bedoeld in artikel 56/9, 2<sup>o</sup>.”

**Art. 23.** In onderafdeling 2, ingevoegd bij artikel 21, wordt een artikel 56/11 ingevoegd, luidend als volgt :

”Art. 56/11. De erkenning wordt voor een onbepaalde duur verleend.

De erkenning kan worden ingetrokken wanneer de bepalingen van deze titel of de bepalingen die krachtens deze titel worden uitgevaardigd, niet in acht worden genomen.

Indien de erkenningsaanvraag van een overleginstelling voor de voedselhulp ingetrokken is wegens niet-inachtneming van de bepalingen van deze titel of de bepalingen die krachtens deze titel worden uitgevaardigd, mag deze instelling geen nieuwe aanvraag indienen tijdens het jaar volgend op de beslissing tot weigering of tot intrekking van de erkenning.”

**Art. 24.** In onderafdeling 2, ingevoegd bij artikel 21, wordt een artikel 56/12 ingevoegd, luidend als volgt :

”Art. 56/12. De Regering bepaalt de procedure tot toekenning en tot intrekking van de erkenning.”

**Art. 25.** In hoofdstuk II/2, ingevoegd bij artikel 16, wordt een afdeling 2 ingevoegd, met als opschrift ”Subsidiëring”.

**Art. 26.** In afdeling 2, ingevoegd bij artikel 25, wordt een artikel 56/13 ingevoegd, luidend als volgt :

”Art. 56/13. Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten verleent de Regering een jaarlijkse subsidie aan de ”organisme wallon de concertation de l’aide alimentaire”.

De in het eerste lid bedoelde subsidie is afhankelijk van de samenstelling van de ploeg bepaald in punt 3 van artikel 56/9. Ze dekt:

- 1° de personeelskosten;
- 2° de werkingskosten.

De Regering stelt de modaliteiten, bedragen, de berekeningswijze van de eventuele indexering en de toekenningsrechtvaardigingsvoorwaarden voor de subsidie vast.”

**Art. 27.** Dit decreet treedt in werking op 1 juli 2017.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 23 maart 2017.

De Minister-President,

P. MAGNETTE

De Minister van Openbare Werken, Gezondheid, Sociale Actie en Erfgoed,

M. PREVOT

De Minister van Economie, Industrie, Innovatie en Digitale Technologieën,

J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Tewerkstelling en Vorming,

E. TILLIEUX

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening, Mobiliteit en Vervoer en Dierenwelzijn,

C. DI ANTONIO

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging en Energie,

C LACROIX

De Minister van de Plaatselijke Besturen, Stedenbeleid en Huisvesting,

P.-Y. DERMAGNE

De Minister van Landbouw, Natuur, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme en Luchthavens, afgevaardigde voor de Vertegenwoordiging bij de Grote Regio,

R. COLLIN

Nota

(1) Zitting 2016-2017.

Stukken van het Waals Parlement, 743 (2016-2017) Nrs. 1 tot 10.

Volledig verslag, plenaire vergadering van 22 maart 2017.

Bespreking.

Stemming.